

ASSEMBLÉE NATIONALE

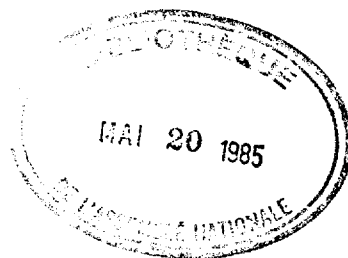
CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 190

Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda

Présentation



**Présenté par
M. Gilles Baril
Député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue**

**Éditeur officiel du Québec
1985**

Projet de loi 190

Loi concernant les villes de Rouyn et de Noranda

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. À compter du 1^{er} janvier 1986, les habitants et contribuables des territoires des villes de Rouyn et de Noranda forment une corporation de ville sous le nom de « Ville de Rouyn-Noranda ».

2. La ville de Rouyn-Noranda succède aux droits, obligations et charges des villes visées à l'article 1. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance au lieu et place de ces municipalités.

Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception, conventions collectives existantes et autres actes de chacune de ces municipalités demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés et dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions de la présente loi ou de quelque autre loi.

3. Sous bénéfice de leur service antérieur auprès des municipalités visées à l'article 1, les fonctionnaires et employés de ces municipalités continuent leur service comme fonctionnaires et employés de la ville de Rouyn-Noranda, aux postes que leur assigne le conseil, sans réduction de traitement, et ils demeurent en fonction sous réserve des dispositions de la loi.

4. Sous réserve de l'article 5, les municipalités mentionnées à l'article 1 doivent, d'ici le 1^{er} octobre 1985, présenter au ministre des Affaires municipales un protocole d'entente contenant les éléments prescrits au paragraphe 2 de l'article 5 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19).

À la recommandation du ministre des Affaires municipales, le gouvernement peut délivrer à la nouvelle municipalité des lettres patentes reproduisant, avec ou sans modifications, le contenu du protocole ou, à défaut de celui-ci, déterminant les éléments visés au premier alinéa. Pour les fins du présent article, le ministre peut requérir l'avis de la Commission municipale du Québec sur toute question pertinente à ce regroupement.

5. La première élection générale de la ville de Rouyn-Noranda doit être tenue à la date fixée par le ministre des Affaires municipales.

6. Les articles 15, 16, 17, 18.1, 18.2, 22 et le deuxième alinéa de l'article 24 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités s'appliquent à la ville de Rouyn-Noranda.

7. Malgré l'article 3 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1), le règlement divisant la ville en districts électoraux pour la première élection générale de la ville doit être adopté avant le 1^{er} mars 1986.

8. Le ministre des Affaires municipales peut reporter d'au plus six mois la date de la publication de l'avis de toute élection générale ou partielle d'une municipalité mentionnée à l'article 1.

9. L'article 3 ne s'applique qu'à l'égard des fonctionnaires et employés qui sont à l'emploi des municipalités visées à l'article 1 le (*inscrire ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

10. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (Annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

11. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).